



# CERCLE INTERNATIONAL POUR LA PROMOTION DE LA CREATION

ONG de l'Ecologie et de Développement Durable

*Récépissé de Déclaration N° 003/RDD/F35/BAPP du 4 août 1992  
Arrêté N° 00160/A/MINATD/DAP/SDLP/SONG du 22 octobre 2008  
portant agrément du CIPCRE au Statut d'ONG*

DIRECTION GENERALE : B.P. 1256 Bafoussam-Cameroun  
Tél (237) 694 03 30 42

E-mail : [cipcre\\_dg@cipcre.org](mailto:cipcre_dg@cipcre.org) ; Site web : <http://www.cipcre.org>

**Mouvement Interreligieux pour la Paix et le Développement Holistique (MIRPADH)  
Campagne de plaidoyer 2018 sur le thème  
« Vivre ensemble dans la tolérance citoyenne »  
Ateliers décentralisés de réflexion sur le vivre-ensemble et la tolérance citoyenne**

## 1 - Contexte et justification

Le vivre-ensemble est généralement compris comme la capacité et l'assentiment des populations dans un environnement de diversité sociale et culturelle, à partager harmonieusement leur lieu de vie. Le vivre-ensemble, dans ce sens, s'inscrit dans le projet de construction de l'Etat comme forme la plus élaborée de la vie commune des sociétés humaines. Il implique donc un environnement diversifié où interagissent des personnes issues de divers ressorts socioculturels et demande de la part de toutes ces personnes un consensus autour d'un « contrat social » devant réguler et organiser la vie commune et consolider la cohésion sociale. Le concept de diversité est en général en opposition avec celui d'identité. La diversité suppose ainsi la confrontation du « même », de l'identique avec l'autre différent, varié qui doit entrer en communication, en relation avec le même. Cela dit, l'identité ou, mieux les questions identitaires, sont au centre de la problématique du vivre-ensemble. La notion d'identité est au croisement du sociologique, de l'anthropologique et du psychologique. Elle a aussi une portée biologique, philosophique et géographique. Le sociologue Marx Weber en distingue quatre fondements qui sont l'existence physique matérielle, l'espèce biologique, l'appartenance culturelle ou communautaire et la personnalité individuelle.

Le Cameroun, Etat pluriel, rassemble aujourd'hui une diversité d'identités ethnoculturelles et religieuses. On y dénombre environ 250 groupes ethniques avec autant de langues nationales. Le pays a hérité entre autres d'une histoire coloniale assez variée et dynamique, qui a fait qu'en plus des langues nationales, le paysage sociolinguistique se caractérise par l'existence combinée de la langue Française et Anglaise. Sur le plan religieux, on y dénombre selon les statistiques de l'Institut National de la Statistique (INS), environ 69 % de chrétiens, soit : 38,4 % de Catholiques, 26,3 % de Protestants, 0,5 % d'Orthodoxes et 4,0 % d'autres chrétiens (y inclus les Pentecôtistes et les Charismatiques). La Communauté musulmane est d'environ 20,9 %, les animistes de 5,6 %, les adeptes d'autres religions de 1,0 % et les libres penseurs de 3,2%. Cette diversité est perçue comme un atout, une richesse pour un pays considéré comme une « Afrique en miniature ». Mais, elle est aussi un sujet de grande préoccupation tant pour les politiques, que pour les communautés, et perçue comme une menace potentielle à l'intégration nationale et le vivre-ensemble, davantage lorsque ces identités font l'objet de joutes politiques. Dans ce sens, le Président camerounais avait lui-même

**CIPCRE-Cameroun**  
B.P. 1256 Bafoussam  
Tél. : (237) 694 02 14 74  
E-Mail: [cipcre\\_cameroun@cipcre.org](mailto:cipcre_cameroun@cipcre.org)

**CIPCRE-Bénin**  
B.P. 287, Porto-Novo  
Tél (229) 97 63 77 87  
E-Mail : [cipcre.benin@cipcre.org](mailto:cipcre.benin@cipcre.org)

**Bureau de Liaison de Yaoundé**  
B.P. 15059, Yaoundé  
Tél. : (237) 222 23 75 92 ; 699 68 95 14  
E-mail : [cipcre.ccs@cipcre.org](mailto:cipcre.ccs@cipcre.org)

reconnu que le Cameroun se révèle comme « *une terre de la multiplicité et de la division socio-historique, le lieu de rendez-vous d'une variété insoupçonnable de forces centrifuges et antagonistes (...), campant face à face en une sorte de veillée d'armes permanente, où le sens des particularismes est par trop frappante* »<sup>1</sup>.

Le contexte sociopolitique, économique et culturel actuel est marqué par une crise sécuritaire aigue, des foyers de tensions sociopolitiques, la précarité, des inégalités sociales criardes et des replis identitaires de tout genre. Trois grands foyers de tensions ont émergé ces dernières années avec tout ce qu'ils ont comme risque de fracture sociale et de désintégration nationale : dans l'Extrême-Nord, la crise provoquée par la secte terroriste Boko Haram a non seulement fragilisé le tissu social, les institutions traditionnelles locales en charge du vivre-ensemble, notamment les Chefferies traditionnelles, mais a davantage contribué à renforcer le climat de paupérisation économique des populations locales<sup>2</sup>. Malgré la baisse en intensité des activités et de prégnance de cette secte, de nombreux défis persistent eu égard à la consolidation d'une paix durable dans cette région.<sup>3</sup> La région de l'Est reste fragilisée par les conséquences de l'instabilité dans la République Centrafricaine (RCA), avec une présence massive de réfugiés qui ont un impact sur les ressources naturelles et la résilience des populations locales, sans oublier les défis de cohabitation pacifique. Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (zones anglophones), une crise sociopolitique, avec des tendances sécessionnistes prononcées sévit, depuis ces deux dernières, années provoquant des déplacements massifs des populations, la paralysie des activités économiques, l'insécurité et les atteintes graves à l'intégrité de l'Etat. A ces foyers de tensions on peut aussi ajouter d'autres conflits locaux que l'on trouve çà et là, des tensions enfouies et/ou ouvertes avec des relents identitaires autour des questions d'accès aux ressources, ainsi que des luttes pour le contrôle du pouvoir d'Etat. On a pu ainsi observer une tendance à une exacerbation des replis identitaires, d'instrumentalisation de l'ethnicité/tribalité par quelques entrepreneurs politiques, tendance qui a pris des proportions virales sur les réseaux sociaux et certains médias ces derniers temps au cours du processus électoral.

Face à l'insécurité rampante, mais aussi à tout ce qui compromet le vivre-ensemble, le Cercle International pour la promotion de la Création (CIPCRE) a, depuis plusieurs années, investi le chantier de la construction de la cohésion sociale. Les dynamiques de coopération interreligieuse impulsées entre les Communautés de foi catholiques, protestantes, musulmanes, ainsi que des religions endogènes, dans le cadre des Campagnes Semaines Pascales, ont ouvert entre elles des pistes fertiles d'engagement commun au-delà de leurs différences. Cette dynamique a finalement donné naissance à une nouvelle initiative à savoir le Mouvement Interreligieux pour la Paix et le Développement Holistique (MIRPADH) qui compte se déployer à travers une vaste campagne de sensibilisation et de formation sur le vivre-ensemble et la tolérance citoyenne. Il est question ici de montrer que dans le contexte décrit plus haut, une tolérance citoyenne comprise comme acceptation de la différence et de la diversité soit au fondement du vivre-ensemble et s'inscrive comme principe fondamental dans le cadre juridico-institutionnel de l'Etat. Cette initiative arrive en complément aux initiatives des pouvoirs publics, des partenaires internationaux et autres acteurs de la communauté nationale. La Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM) créée par le Président de la République (Décret N°2017/013 du 23 janvier 2017) traduit cette volonté des pouvoirs publics de trouver les perspectives fertiles pour renforcer le vivre-ensemble au Cameroun.

Dans le cadre de cette campagne, les leaders religieux, traditionnels, les médias, les membres de la société civile, les autorités administratives et autres autorités locales seront des partenaires capitaux car ils sont, au quotidien, des facilitateurs et des bâtisseurs du vivre-ensemble. Il est important et crucial de les conforter dans ces rôles. Les ateliers de réflexion envisagés leur

<sup>1</sup> Biya, P. : *Pour le libéralisme communautaire*. Lausanne, Édition Favre, 1987, p. 33

<sup>2</sup> KUENZOB, Duplex & TIENCHEU, Bertrand, *Etude situationnelle des défis et enjeux pour la justice sociale et la consolidation de la paix dans l'Extrême-Nord du Cameroun*, Rapport Final, Yaoundé, Avril 2017

<sup>3</sup> International Crisis Group (ICG), Extrême-Nord du Cameroun : nouveau chapitre dans la lutte contre BokoHaram, Rapport Afrique No 263 ; 14 Août 2018

permettront d'éprouver les outils et approches pour analyser leur environnement, déceler les facteurs de risque, les signaux d'alerte et déconstruire les idéologies de divisions et de désintégration sociale et reconstruire les ponts de compréhension, de tolérance et d'acceptation mutuelle.

## **2 - Objectifs des ateliers**

Les ateliers de réflexion étant une articulation de la campagne, leur objectif global est de contribuer à la promotion de la tolérance et du vivre-ensemble dans la société Camerounaise.

De façon spécifique, il sera question pour les participant-e-s à ces ateliers :

- d'identifier les causes de l'intolérance dans la société camerounaise, les facteurs de risque et les signaux d'alerte ;
- de prendre conscience et de maîtriser la problématique de la tolérance citoyenne comme garant du vivre-ensemble ;
- d'identifier des pistes de solutions ;
- de s'engager avec leurs communautés respectives dans des actions de promotion de la tolérance citoyenne.

## **3 - Résultats attendus**

Les résultats suivants sont attendus de chaque atelier :

- 20 participants dont 3 pasteurs, 3 prêtres, 3 imams, 2 chefs traditionnels et traditionnels, 3 leaders jeunes, 3 leaders femmes et 3 représentants des média locaux, réfléchissent et identifient ensemble les causes de l'intolérance dans la société Camerounaise, ainsi que les facteurs de risque et signaux d'alerte ;
- ils approfondissent leur compréhension de la tolérance citoyenne comme garant du vivre-ensemble et s'engagent pour sa promotion dans leurs localités respectives ;
- des éléments pour une l'élaboration de la Déclaration finale de la Campagne sur «Vivre ensemble dans la tolérance citoyenne au Cameroun» sont recueillis.

## **4 - Méthodologie**

La méthodologie pour les ateliers sera participative et obéira aux démarches andragogiques. Elle partira du vécu, des expériences des participants pour déboucher sur une compréhension des concepts clés, leur confrontation avec les expériences et leur appropriation et intégration.

Les techniques d'animation incluront les brainstormings, les travaux de groupes, les échanges en plénière, les présentation-exposés de cadrage par les facilitateurs.

## **5 - Articulations/Contenu des ateliers**

Les ateliers s'articuleront autour de trois temps de réflexion.

### **5.1 - Vécus et expériences des acteurs sur la réalité de l'intolérance, les replis identitaires et les discours de haine et discriminatoires**

Il s'agira dans cette articulation de donner la parole aux participants pour un partage et une réflexion sur leurs vécus et leurs expériences de vie en rapport avec l'intolérance et les replis identitaires. A travers cet exercice, les facilitateurs accompagneront les participant-e-s dans le recueil et l'analyse des idées reçues, des stéréotypes et préjugés, des constructions idéologiques de l'identité issus des échanges.

### **5.2 - Exploration et échange sur les concepts de base**

Il sera question ici d'engager les participant-e-s, à travers des échanges en groupes et en plénière, des jeux d'association, pour explorer et mieux cerner les contours sémantiques des concepts liés à la tolérance citoyenne et au vivre-ensemble. Des rapprochements pourront être faits entre les actes d'intolérance et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948) et même le Code Pénal.

### 5.3 - Identification des pistes de solutions

Ce troisième temps fort de réflexion sera consacré à explorer de façon concrète les perspectives de solutions au niveau local sur les plans social, culturel, religieux, économique et politique. Aussi, les participant-e-s s'attèleront à partir de l'analyse du contexte à :

- identifier les pistes de solutions ;
- réfléchir sur les mécanismes d'alerte au niveau local pour prévenir les violences à relents identitaires (comment, qui, où).

### 6 - Facilitation et outils de formation

Dans chaque localité, la facilitation de l'atelier de réflexion sera assurée par un binôme de facilitateurs désignés par la Cellule de Réflexion et de Stratégie (CRS). Les différents outils suivants seront utilisés pour la formation : marqueurs, plaquettes, supports physiques et visuels (flipchart, papier conférence, carte de facilitation, vidéoprojecteur) et fiches diverses. Un dossier pédagogique sera mis à la disposition des participant-e-s (TdR de l'atelier, fiches, document d'informations) sur le MIRPADH. Les ateliers seront organisés avec des partenaires identifiés dans les localités de mise en œuvre.

### 7 - Participant-e-s

Les ateliers, qui dureront chacun une journée, regrouperont chacun environ 20 participant-e-s parmi lesquels les leaders des communautés de foi (catholique, protestante, musulmane), des représentants de la société civile, des médias, des services déconcentrés de l'Etat, les autorités locales.

### 8 - Date et lieux

Les ateliers seront organisés dans la période du **10 au 23 Décembre 2018**. Les localités qui abriteront les ateliers sont Bafoussam, Foumban, Edéa, Maroua, Douala et Yaoundé.

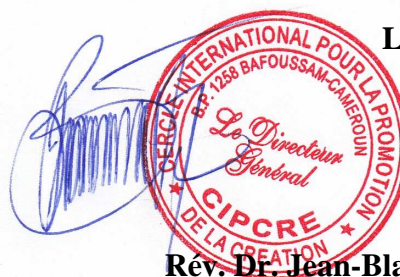
### 9 - Programme (à titre indicatif)

Horaires	Articulations	Observations/Responsables
08.00 - 08.30	Arrivée et enregistrement des participants	
08.30 - 09.45	<b>Session Introductive:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prière</li> <li>- Mot introductif</li> <li>- Présentation des participant-e-s</li> <li>- Expression des attentes</li> <li>- Présentation des objectifs et du programme de l'atelier</li> <li>- Dispositions pratiques</li> </ul>	Facilitateurs et participants
09.45 - 10.00	<b>Photo de famille et pause-café</b>	<b>Equipe logistique</b>
10.00 - 11.30	<b>Session I : Vécus et expériences des acteurs sur la réalité de l'intolérance, les replis identitaires et les discours de haine et discriminatoires :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de groupes</li> <li>- Echanges en plénière</li> <li>- synthèse</li> </ul>	Facilitateurs et participant-e-s

11.30 - 13.00	<b>Session II : Exploration et échange sur les concepts de base liés au vivre-ensemble et à la tolérance citoyenne</b> - Travaux de groupes - Echanges en plénière - Jeux d'association	Facilitateurs et participant-e-s
<b>13.00 – 14.00</b>	<b>Pause déjeuner</b>	<b>Equipe logistique</b>
14.00 – 16.00	<b>Session III : Identification des pistes de solutions</b> - analyse du contexte local pour identifier les causes et les solutions ; - réflexion sur les mécanismes d'alerte au niveau local pour prévenir les violences à relent identitaire (comment, qui, où).	Facilitateurs et participant-e-s
16.00 – 16.30	<b>Session de Clôture :</b> - Synthèse/Eléments pour la déclaration finale - Evaluation de l'atelier - Prière finale.	Facilitateurs et participant-e-s

Fait à Bafoussam, le 8 novembre 2018

Le Directeur Général



**Rév. Dr. Jean-Blaise Kenmogne, PhD**  
**Docteur en Droits de l'Homme**